

N° 5260

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

modifiant l'article 22 du Code des assurances sociales

* * *

(Dépôt: le 16.12.2003)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (8.12.2003)	1
2) Exposé des motifs.....	2
3) Texte du projet de loi	2
4) Commentaire de l'article	3

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi modifiant l'article 22 du Code des assurances sociales.

Palais de Luxembourg, le 8 décembre 2003

*Le Ministre de la Santé et
de la Sécurité sociale*

Carlo WAGNER

HENRI

*

EXPOSE DES MOTIFS

La loi du 31 mai 2002 portant introduction d'une liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie a eu pour objet de parfaire la transposition en droit national de la directive 89/105/CEE concernant la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes nationaux d'assurance maladie.

Concernant la liste positive des médicaments, la loi du 31 mai 2002 a inséré dans l'article 22 du Code des assurances sociales une disposition renvoyant aux critères inscrits aux articles 17 et 23 du même Code et rendant ces critères applicables aux médicaments susceptibles d'être inscrits sur cette liste.

L'application de la nouvelle loi a donné lieu à une modification des statuts de l'union des caisses de maladie. Ainsi il a été décidé d'exclure les médicaments homéopathiques sur base des motifs suivants:

„L'efficacité des médicaments homéopathiques ne peut pas s'expliquer par la pharmacologie, science sur laquelle se base essentiellement l'appréciation de l'accomplissement des critères. En conséquence, les conditions de l'article 23 du Code des assurances sociales qui dispose que les prestations à charge de l'assurance maladie ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale, ne sont pas remplies.“

Afin de faire droit à la volonté politique de revenir à la situation d'avant la loi du 22 mai 2002, le présent projet a pour objet de préciser le principe de l'inclusion de certaines catégories de médicaments homéopathiques dans la liste positive et, en raison de la nature spécifique des médicaments homéopathiques, d'en différencier les critères d'inscription par rapport notamment aux médicaments allopathiques.

Le projet de loi prévoit d'inclure dans la liste positive exclusivement les médicaments homéopathiques unitaires fabriqués à partir de souches végétales, minérales ou chimiques et commercialisés sous les formes pharmaceutiques orales de globules, granules, comprimés ou gouttes.

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er.— Dans l'article 22 du Code des assurances sociales, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4:

„Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 23, alinéa 1er, peuvent encore être inscrits sur la liste positive les médicaments homéopathiques unitaires fabriqués à partir d'une souche végétale, minérale voire chimique et commercialisés sous forme de globules, granules, comprimés ou gouttes. Le règlement grand-ducal visé à l'alinéa 8 peut limiter les degrés de dilution et détermine les conditions et modalités spécifiques à la procédure d'inscription ou non des médicaments homéopathiques unitaires sur la liste positive.“

Les alinéas 4, 5, 6 et 7 actuels deviennent les alinéas 5, 6, 7 et 8 nouveaux.

*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE

L'article 22 du Code des assurances sociales fixe les critères applicables aux décisions d'inscription ou d'exclusion de médicaments de la liste positive.

En raison de la nature spécifique des médicaments homéopathiques, les critères de référence fixés aux articles 17 et 23 du Code des assurances sociales ne peuvent pas trouver application.

En fait le critère de la preuve scientifique d'efficacité médicale des médicaments homéopathiques faisant défaut, le présent projet de loi prévoit une dérogation spécifique pour certaines catégories de médicaments homéopathiques unitaires.

L'alinéa 4 nouveau prévu à l'article 22 du Code des assurances sociales ne vise que les médicaments homéopathiques unitaires qui peuvent être définis comme étant les médicaments disposant d'une autorisation de mise sur le marché au Luxembourg, ne contenant qu'un seul principe, obtenu à partir d'un produit, d'une substance, appelé souche homéopathique, selon le procédé de fabrication „Hahnemannien“ et décrit par les pharmacopées utilisées de façon officielle dans les Etats membres de la Communauté européenne.

Comme la catégorie des médicaments homéopathiques peut comprendre une multitude de produits et de substances de diverses origines, des formes pharmaceutiques très variées, des mélanges de différentes souches (complexes) ainsi que des degrés de dilution extrêmement différenciés, la loi limite la prise en charge aux seuls produits unitaires fabriqués à partir de substances végétales, minérales ou chimiques et administrés par voie orale sous forme de globules, granules, comprimés ou gouttes.

Le règlement grand-ducal d'exécution peut en outre limiter les degrés de dilution des produits admis sur la liste positive. Ce règlement prévoit également les dispositions de procédure spécifiques aux médicaments homéopathiques applicables dans le cadre des demandes d'admission sur la liste positive.

